

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger } Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 25 septembre 1935**, rendant applicable aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de Madagascar et dépendances et aux territoires du Cameroun et du Togo la loi du 3 février 1919 *prorogeant en raison de la guerre la durée des droits de propriété littéraire et artistique.* (Arrêté de promulgation du 22 octobre 1935). 538
- Arrêté ministériel du 3 octobre 1935**, relatif aux modalités générales d'application du décret du 8 août 1935 déterminant les conditions d'application aux entreprises assurant des services publics dans les territoires relevant du ministère des colonies, du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 pour cent sur les dépenses publiques. 538

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 23 juillet 1935**, approuvant le tarif spécial pour les marchandises transportées à la vitesse des trains voyageurs. 539
- Arrêté du 23 juillet 1935**, approuvant le « complément » aux tarifs généraux des transports voyageurs. 540
- Arrêté du 23 juillet 1935**, approuvant le tarif spécial pour le transport des eaux gazeuses et minérales. 540
- Arrêté du 23 juillet 1935**, approuvant le tarif spécial pour les transports de glace (eau congelée) en grande et en petite vitesse. 541

- Arrêté du 17 octobre 1935**, portant limitation de la vitesse des véhicules automobiles dans l'agglomération de Palimé et sur les routes conduisant de cette localité à la frontière du Togo britannique. 541
- Arrêté du 26 octobre 1935**, supprimant le cours complémentaire de Lomé. 542
- Arrêté du 4 novembre 1935**, complétant l'arrêté du 4 novembre 1924 créant dans le territoire du Togo un conseil économique et financier. 542
- Décision du 25 octobre 1935**, accordant une avance aux sociétés de prévoyance de Mango, Sokodé et Atakpamé. 542
- Décision du 3 novembre 1935**, mettant à la disposition de la société de prévoyance d'Anécho une somme de 60.000 frs. pour l'installation d'un atelier de fabrication du tapioca. 542
- Modificatif à l'annexe de l'arrêté N° 364 du 8 juillet 1932** (Classification des logements du chef-lieu). 543
- Erratum** à l'arrêté N° 415 du 19 septembre 1935 portant reclassement des marchés dans le territoire du Togo. 543
- Erratum** au tarif spécial P. V. N° 6 bis pour le transport des produits vivriers annexé à l'arrêté N° 428 du 19 septembre 1935. 543
- Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène** 543
- Arachides** (vente des) 545
- Commissions** 545
- Conseil d'administration** (secrétaire archiviste ad hoc) 545
- Conseil consultatif du chemin de fer et du wharf** 545
- Délégation de signature** 545
- Enseignement** (causerie, examens) 546
- Justice** (tribunal criminel, tribunal du 1^{er} degré du cercle du centre) 546

Observation sanitaire	546
Domaines	546
Service de la curatelle aux successions et biens vacants	547
Avis concernant le décret du 28 octobre 1935	548
Décision du 26 octobre 1935, du Lieutenant-Gouverneur p. i. du Dahomey admettant à l'école primaire supérieure Victor-Ballot les élèves du cours complémentaire de Lomé.	548
Bulletin météorologique du mois de septembre 1935	549
Etat des mouvements de la navigation des ports de Lomé et Anécho pendant le mois d'octobre 1935.	551
Avis aux navigateurs	552

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de perte de titre foncier	552
Annonces	552

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Prorogation de la durée des droits de propriété littéraire et artistique

ARRETE N° 480 promulguant au Togo le décret du 25 septembre 1935 rendant applicable aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de Madagascar et dépendances et aux territoires du Cameroun et du Togo la loi du 3 février 1919 prorogeant en raison de la guerre, la durée des droits de propriété littéraire et artistique.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 septembre 1935 rendant applicable aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de Madagascar et dépendances et aux territoires du Cameroun et du Togo la loi du 3 février 1919 prorogeant, en raison de la guerre, la durée des droits de propriété littéraire et artistique;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 septembre 1935 rendant applicable aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de Madagascar et dépendances et aux territoires du Cameroun et du Togo, la loi du 3 février 1919 prorogeant, en raison de la guerre, la durée des droits de propriété littéraire et artistique.

Porto-Novo, le 22 octobre 1935.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu les articles 10 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les mandats sur le Cameroun et sur le Togo confirmés à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu les décrets du 23 mars 1921 et du 21 février 1925 déterminant les attributions des Commissaires de la République au Cameroun et au Togo;

Vu la loi du 3 février 1919 prorogeant, en raison de la guerre, la durée des droits de propriété littéraire et artistique;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue applicable aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies, à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de Madagascar et dépendances, et aux territoires du Cameroun et du Togo, la loi du 3 février 1919 prorogeant, en raison de la guerre, la durée des droits de propriété littéraire et artistique.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, ainsi qu'aux journaux officiels des colonies et des territoires sous mandat intéressés, et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 25 septembre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

LOI prorogeant, en raison de la guerre, la durée des droits de propriété littéraire et artistique.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit;

ARTICLE PREMIER. — Les droits accordés par la loi des 14-19 juillet 1866 aux héritiers et autres ayants cause des auteurs, compositeurs ou artistes, sont prorogés d'un temps égal à celui qui se sera écoulé entre le 2 août 1914 et la fin de l'année qui suivra le jour de la signature du traité de paix, pour toutes les œuvres publiées avant l'expiration de ladite année et non tombées dans le domaine public à la date de la promulgation de la présente loi.

ART. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie, à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion.

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 février 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
L. LAFFERRE.

Prélèvement général de 10 % sur les dépenses publiques

MODALITES générales d'application du décret du 8 août 1935 déterminant les conditions d'application aux entreprises assurant des services publics dans les Territoires relevant du ministère des colonies, du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décret toutes mesures ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 8 août 1935 déterminant les conditions d'application aux entreprises assurant un service public dans

les colonies et territoires relevant du ministère des colonies du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques;

Vu le décret du 8 août 1935 portant modalités d'application du décret-loi du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le délai qui sera fixé par le gouverneur général ou le gouverneur et qui n'excédera pas trois mois, qui suivra la promulgation du présent arrêté dans la colonie ou le territoire, chacune des entreprises auxquelles le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur toutes les dépenses publiques et les décrets subséquents sont applicables, remettra au chef de la colonie ou du Territoire :

a) Un état nominatif des personnes de toutes catégories rémunérées par l'entreprise et participant à son administration, sa gestion, son exploitation ou son contrôle, en service, mentionnant, pour chacune d'elles, la fraction évaluée en pourcentage de son activité consacrée à l'entreprise, le montant total des émoluments, indemnités, allocations, etc. . . . versements aux caisses de prévoyance, de retraite ou caisses similaires, etc., spécifiant en outre, s'il y a lieu, que le bénéficiaire est fonctionnaire ou agent d'une administration ou d'un service public en activité de service ou en retraite.

Toutefois, pour les personnels ouvriers dont les conditions de travail et de rémunération sont celles de l'industrie privée et qui ne bénéficient d'aucun avantage accordé par l'Etat, les colonies ou les collectivités secondaires, l'état sera numérique;

b) La liste des emprunts contractés, avec l'indication des conditions détaillées d'émission, d'amortissement et de toutes les charges correspondant à chacun d'eux;

c) Dans le cas où la concession ou l'exploitation du service aurait été totalement ou partiellement acquise de rétrocedants ou cédés à des rétrocessionnaires ou à des fermiers, la liste des uns et des autres, mentionnant, pour chacun d'eux, les conditions et les modalités de règlement de l'acquisition et de la rétrocession;

d) L'estimation prévisionnelle des prélèvements mentionnés à l'article 3 ci-après;

ART. 2. — Dans le délai de quinze jours à compter de la promulgation du présent arrêté dans la colonie ou le Territoire, le chef de la colonie ou du Territoire désignera les fonctionnaires mandatés, auprès de chaque entreprise et de toutes administrations ou services publics ou privés en relation avec elle, pour vérifier ou contrôler les indications fournies par elle. Dans l'exercice de leur mission, ces fonctionnaires auront les mêmes droits d'investigation que les fonctionnaires des contributions directes. Ils pourront prendre communication de toutes pièces et documents qu'ils jugeront utiles. Ces communications leur seront faites à titre confidentiel; ils seront tenus au secret professionnel.

ART. 3. — Dans le délai prévu à l'article 1^{er} ci-dessus, chaque entreprise ouvrira, dans sa comptabilité, deux comptes spéciaux de recettes :

a) Un compte où seront inscrits les prélèvements sur les émoluments des personnes mentionnées au paragraphe a) de l'article 1^{er} ci-dessus;

b) Un compte où seront inscrits les prélèvements sur les sommes dues aux créanciers, prêteurs, obligataires, rétrocedants etc. . . .

Le montant des prélèvements pourra être fixé for-

faitairement par le chef de la colonie ou du Territoire suivant convention à intervenir avec le concessionnaire. Le montant du forfait sera révisible à la demande de l'une ou de l'autre partie.

Les accords fixant forfaitairement les prélèvements seront soumis, à l'approbation préalable du ministre des colonies.

ART. 4. — En cas d'observation partielle ou totale des dispositions du présent arrêté, le chef de la colonie ou du Territoire pourra, d'office, fixer, après mise en demeure, le montant des prélèvements, suspendre le versement des subventions, quelle qu'en soit la nature, ou abaisser les tarifs du service public.

ART. 5. — Les contestations auxquelles pourront donner lieu l'application des dispositions du présent arrêté seront réglées par les tribunaux administratifs.

ART. 6. — Des arrêtés des chefs des colonies ou Territoires fixeront les modalités détaillées d'application du présent arrêté et détermineront, notamment, les formes, conditions et délais de présentation, de contrôle et d'approbation des comptes spéciaux stipulés à l'article ci-dessus.

Fait à Paris, le 3 octobre 1935.

Louis ROLLIN.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Tarif spécial pour les marchandises transportées à la vitesse des trains de voyageurs

ARRETE N° 329 approuvant le tarif spécial pour les marchandises transportées à la vitesse des trains voyageurs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGEN D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf homologués par dépêche ministérielle n° 3415 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu le procès-verbal de la 10^e séance du conseil consultatif du C. F. T. et du wharf en date du 21 mai 1935;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le tarif spécial pour les marchandises transportées à la vitesse des trains voyageurs, annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juillet 1935.

BOURGINE.

Approuvé par dépêche ministérielle n° 3323 du 7 octobre 1935.

Le tarif spécial G. V. n° 6 (marchandises) — articles 55, 56, 57 et 58 est remplacé par la rédaction suivante :

Le tarif des marchandises transportées à la vitesse des trains de voyageurs est fixé à 1 fr. 50 par tonne

et par kilomètre y compris les frais accessoires, avec minimum de perception de 2 francs, mais non compris les droits de timbre et d'enregistrement.

CONDITIONS D'APPLICATION

I^o — *Désignation.* — Sont exclues du transport aux conditions du présent tarif les marchandises dangereuses, infectes et inflammables comprises dans les trois premières catégories de de l'annexe 6 aux tarifs.

II^o — *Délais d'expédition.* — Les marchandises bénéficiant du présent tarif devront être présentées à l'enregistrement au plus tard 3 heures avant le départ du train.

III^o — En ce qui concerne les gares de Lomé, ces expéditions ne sont acceptées que « de ou pour » la gare de Lomé G. V.

IV^o — Le chemin de fer devra mettre la marchandise à la disposition du destinataire au plus tard 6 heures après l'arrivée du train transporteur.

La mise à disposition est établie par l'envoi de la lettre d'avis.

Le calcul des délais ne comprend que les heures d'ouverture des gares au trafic des marchandises.

V^o — *Demande de tarif.* — Pour bénéficié de ce tarif, l'expéditeur devra revendiquer explicitement l'application du tarif spécial « pour les marchandises transportées à la vitesse des trains voyageurs » à l'exclusion de toute autre mention.

VI^o — *Paiement.* — Les expéditions de vivres frais, denrées et en général de marchandises sujettes à prompt détérioration ne sont acceptées qu'en port payé seulement.

VII^o — *Responsabilité.* — Le chemin de fer n'est pas responsable des avaries provenant d'un mauvais conditionnement des colis, du manquant pouvant provenir de la dessiccation et du coulage inhérents à la nature de la marchandise.

En tous cas, sa responsabilité, pour les marchandises transportées aux conditions du présent tarif est limitée à 3 francs par kilogramme.

Complément aux tarifs généraux des transports voyageurs

ARRETE N° 330 approuvant le « complément » aux tarifs généraux des transports voyageurs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf homologués par dépêche ministérielle n° 3415 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu le procès-verbal de la 12^e séance du conseil consultatif du C. F. T. et du wharf en date du 24 mai 1935;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le « complément » aux tarifs généraux des transports voyageurs fixés par arrêté du 27 janvier 1935 annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juillet 1935.

BOURGINE.

Approuvé par dépêche ministérielle n° 3323 du 7 octobre 1935.

L'article 3 de l'arrêté du 27 janvier 1935 est complété comme suit :

III^o — Les enfants âgés de moins de 12 ans accompagnant un voyageur voyageant aux tarifs fixés ci-dessus sont transportés au tarif de 0 fr. 025 par kilomètre, tant pour les trajets simples que pour les trajets aller-retour.

IV^o — Les bénéficiaires du tarif prévu au paragraphe III^e ne bénéficieront d'aucune franchise pour bagages.

V^o — Le tarif indiqué au paragraphe III^e ne sera applicable qu'aux voyageurs empruntant les trains spéciaux de marché.

Tarif spécial pour le transport des eaux gazeuses et minérales

ARRETE N° 331 approuvant le tarif spécial pour le transport des eaux gazeuses et minérales.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf homologués par dépêche ministérielle n° 3415 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu le procès-verbal de la 11^e séance du conseil consultatif du C. F. T. et du wharf en date du 24 mai 1935;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le tarif spécial pour le transport des eaux gazeuses et minérales, annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juillet 1935.

BOURGINE.

(Approuvé par dépêche ministérielle n° 3323 du 7 octobre 1935).

Eaux minérales et eaux gazeuses en bouteilles ou en dame-jeannes, en caisses, en paniers ou en paillons. (Emballage compris).

PRIX PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE	Barème applicable par expédition de 500 kilos. ou payant pour ce poids	Barème applicable par expédition de 1.000 kilos. ou payant pour ce poids
de 0 à 60 km. . .	0f.50	0f.40
de 61 à 120 km. . .	0f.40	0f.30
Au-dessus de 120 km.	0f.35	0f.25

CONDITIONS D'APPLICATION

I^o — Les expéditions d'eaux minérales et d'eaux gazeuses ne sont pas acceptées en vrac. Les bouteilles doivent être soit en caisses, soit dans des paniers ou corbeilles.

II^o — Le chemin de fer ne répond pas de la casse pouvant provenir du mauvais emballage, de l'explosion des bouteilles due à la chaleur en cours de route. Si la responsabilité du chemin de fer est engagée par suite d'une circonstance imputable à son service, celle-ci est limitée à 0,25 par bouteille.

III^o — Le chemin de fer, peut prolonger les délais de transports réglementaires de 6 jours.

Tarif spécial pour les transports de glace

ARRETE N^o 332 approuvant le tarif spécial pour les transports de glace (eau congelée) en grande et en petite vitesse.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n^o 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf homologués par dépêche ministérielle n^o 3415 du 28 octobre 1931 et tous les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n^o 600 du 23 novembre 1934 organisant le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu le procès-verbal de la 9^e séance du conseil consultatif du C. F. T. du wharf en date du 21 mai 1935;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le tarif spécial pour les transports de glace (eau congelée) en grande et en petite vitesse, annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juillet 1935.

BOURGINE.

Approuvé par dépêche ministérielle n^o 3323 du 7 octobre 1935.

I^o — Transport de glace (eau congelée) par petite quantité jusqu'à 20 kilos.

De la gare de Lomé à une gare quelconque du réseau (frais accessoires, timbre et enregistrement compris) :

Par colis de 0 à 5 kilos 2 frs. 00

Par colis de 5 à 10 kilos 2 frs. 50

Par colis de 10 à 20 kilos 3 frs. 50
emballage compris.

II. — Transport de la glace (eau congelée) par quantité supérieure à 20 kilos.

Par quantité comprise entre 21 et 100 kilos (emballage compris), 0,85 par tonne et par kilomètre.

Par quantité comprise entre 101 et 500 kilos 0,70 par tonne et par kilomètre.

Par quantité comprise entre 501 et 1.000 kilos 0,60 par tonne et par kilomètre.

Par quantité supérieure à une tonne . . . 0,50 avec dans tous les cas, un minimum de perception de 2 frs. 50 (frais d'enregistrement et de timbre non compris).

CONDITIONS D'APPLICATION

I. — Les expéditions de glace ne sont pas acceptées à nu.

II. — Les expéditions aux conditions du présent tarif ne sont admises qu'en port payé seulement et ne sont acceptées qu'au départ de la gare de Lomé.

III. — Le chemin de fer n'est pas responsable du déchet provenant de la fonte de la glace soit en cours de route, soit en stationnement dans les gares de départ et d'arrivée.

IV. — Les emballages vides ayant servi au transport de la glace seront transportés gratuitement au retour à condition :

a) Que l'expéditeur et le destinataire soient respectivement les mêmes que ceux figurant sur les expéditions à l'état plein.

b) Que l'expéditeur remette à l'appui de son expédition le récépissé au destinataire de l'expédition à l'état plein ayant moins de 7 jours de date.

Toutefois dans ces 2 cas, la taxe d'enregistrement est perçue. — Si l'expédition en retour est d'un poids supérieur à 10 kilos, le droit de timbre de 1 fr. est également perçu.

V. — Tant à l'aller qu'au retour, (retour gratuit) la responsabilité du chemin de fer est limitée à 0,50 par kilogramme.

Limitation de la vitesse des véhicules automobiles dans l'agglomération de Palimé

ARRETE N^o 135 portant limitation de la vitesse des véhicules automobiles dans l'agglomération de Palimé et sur les routes conduisant de cette localité à la frontière du Togo-britannique.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 17 mai 1935 fixant les attributions de l'administrateur supérieur du Togo;

Vu le décret du 16 juin 1935 portant extension au territoire du Togo de la réglementation pour l'usage des voies ouvertes à la circulation publique dans l'Afrique occidentale française, notamment en son article 44;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans l'agglomération de Palimé et sur les artères conduisant de cette localité à la frontière du Togo britannique, les véhicules automobiles ne pourront dépasser la vitesse de quarante kilomètres à l'heure.

ART. 2. — Les contrevenants seront passibles des sanctions prévues à l'article 46 du décret du 21 juin 1934 étendu au Territoire par le décret du 16 juin 1935.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 octobre 1935.

P. Le Commissaire de la République p. i.
L'administrateur supérieur,

GEISMAR.

Suppression du cours complémentaire de Lomé

ARRETE N° 485 supprimant le cours complémentaire de Lomé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu l'arrêté n° 110 du 13 mars 1926 créant un cours complémentaire à Lomé;
Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 portant organisation générale de l'enseignement officiel du Togo;
Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;
Vu le télégramme du 16 octobre 1935 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le cours complémentaire de Lomé est supprimé. Les élèves de cet établissement sont admis à continuer leurs études à l'école primaire supérieure Victor BALLOT, dans les conditions prévues par décision n° 1357 du 26 octobre 1935 du lieutenant-gouverneur du Dahomey.

ART. 2. — Les frais d'entretien des élèves qui sont visés à l'article 1^{er} du présent arrêté ainsi que la participation aux frais généraux de l'établissement seront supportés par la dotation du chapitre XIII. — article 7 — paragraphe 5 du budget du territoire du Togo dans les conditions prévues à l'arrêté n° 1357 du 26 octobre 1935 du lieutenant-gouverneur du Dahomey et sur production par le budget intéressé d'un état nominatif dressé trimestriellement.

ART. 3. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures et qui aura effet pour compter du 1^{er} novembre 1935, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 26 octobre 1935.

DESANTI.

Conseil économique et financier

ARRETE N° 489 complétant l'arrêté du 4 novembre 1924 créant dans le territoire du Togo un conseil économique et financier.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu l'arrêté du 4 novembre 1924 créant dans le territoire du Togo, un conseil économique et financier, ensemble les arrêtés des 12 juin 1928 et 13 décembre 1932 qui l'ont modifié;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté susvisé du 4 novembre 1924, fixant la composition du conseil économique et financier est complété de la façon suivante :

Le conseil économique et financier comprend :

1° — Les fonctionnaires ci-après désignés :
L'administrateur supérieur,

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 4 novembre 1935.

DESANTI.

Avance aux sociétés de prévoyance de Mango, Sokodé et Atakpamé

DECISION N° 409 accordant une avance aux sociétés de prévoyance de Mango, Sokodé et Atakpamé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif à la création des Sociétés de prévoyance dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1934 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1935 portant création de sociétés indigènes;

Vu la dépêche ministérielle n° 764 du 17 avril 1935 et le câblogramme n° 97 du 2 septembre 1935;

Vu les demandes formulées par les présidents des Sociétés de prévoyance de Mango, Sokodé et Atakpamé;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — En vue de leur permettre la constitution d'un fonds de réserve de semences d'arachides, il est consenti sur les disponibilités du compte « encouragement à l'agriculture » aux sociétés de prévoyance de Sansané-Mango, de Sokodé et Atakpamé des avances remboursables en quinze ans dont le montant est fixé ainsi qu'il suit :

Société de prévoyance de Sansané-Mango 40.000 frs.

Société de prévoyance d'Atakpamé . . 40.000 frs.

Société de prévoyance de Sokodé . . 30.000 frs.

ART. 2. — Ces avances seront remboursables en 15 annuités égales, le 1^{er} versement venant à échéance le 1^{er} janvier 1937.

Toutefois si par suite d'une récolte déficitaire, les adhérents des sociétés ci-dessus se trouvaient dans l'impossibilité de rembourser les prêts de semences reçus, le Commissaire de la République pourra sur demande motivée des sociétés de prévoyance, et après enquête, accorder soit la remise ou la réduction de l'annuité due, soit la prorogation du paiement.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 25 octobre 1935.

DESANTI.

Mise à la disposition de la société de prévoyance d'Anécho d'une somme de 60.000 francs

DECISION N° 417 mettant à la disposition de la Société de prévoyance d'Anécho une somme de 60.000 frs. pour l'installation d'un atelier de fabrication de tapioca.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif à la création des Sociétés de prévoyance au Togo;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1934 relatif au fonctionnement des Sociétés indigènes de prévoyance;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1935 portant création de Sociétés indigènes de prévoyance;

Vu la dépêche ministérielle n° 102 du 14 janvier 1935;

Vu la lettre n° 1531 du 17 septembre 1935 de l'administrateur commandant le cercle d'Anécho;

Vu la lettre n° 1226 du 26 octobre 1935 de l'administrateur supérieur du Togo;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Une somme de soixante mille frs. (60.000 francs) à prélever sur les disponibilités du compte « encouragement à l'agriculture » est mise à la disposition de la société de prévoyance d'Anécho en vue de l'installation d'un atelier de fabrication de tapioca.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 3 novembre 1935.

DESANTI.

MODIFICATIF à l'annexe de l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932 (J. O. T. page 409 du 1^{er} septembre 1932).

Au lieu de :

PREMIÈRE CATÉGORIE :

Logement situé à l'étage de l'ancien cours complémentaire 3 pièces

Lire :

DEUXIÈME CATÉGORIE :

Logement situé à l'étage de l'ancien cours complémentaire 2 pièces.

ERRATUM à l'arrêté n° 415 du 19 septembre 1935 portant reclassement des marchés dans le territoire du Togo. (J. O. T. du 1^{er} octobre 1935 page 437).

A l'article 1^{er}, paragraphe 2 (cercle de Lomé).

Au lieu de :

Mission-Tové, Tovégan le dimanche.

Lire :

Mission-Tové le dimanche.

ERRATUM au tarif spécial P. V. n° 6 bis pour le transport des produits vivriers annexé à l'arrêté n° 428 du 19 septembre 1935.

Au lieu de :

TARIF SPÉCIAL P. V. 6 bis

PRODUITS VIVRIERS : (Ignames, farine de manioc, maïs), haricots, arachides, noix de tigre,

Lire :

TARIF SPÉCIAL P. V. 6 bis

PRODUITS VIVRIERS : (Ignames, farine de manioc, maïs, haricots, arachides, noix de tigre, tapioca, beurre de karité).

NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Nomination

Par arrêté du :

26 octobre 1935. — M. CAPELIER, instituteur de 6^e classe du cadre métropolitain (11.500 frs.) désigné pour exer-

cer ses fonctions au Togo, est incorporé dans le cadre local européen de l'enseignement du Togo à compter du 15 septembre 1935 en qualité d'instituteur de 6^e classe (11.500 frs.).

M. CAPELIER conserve dans la 6^e classe du cadre du Togo son ancienneté dans la 6^e classe du cadre métropolitain soit 3 ans 8 mois et 15 jours au 15 septembre 1935.

Affectations

Par décisions des :

25 octobre 1935. — Le personnel européen du service de l'agriculture et des forêts reçoit les affectations suivantes :

M. ALIBERT Henri, assistant des laboratoires de 2^e classe, est nommé chef de la 1^{re} circonscription agricole avec résidence à Lomé.

M. FONTAINE André, conducteur principal de 3^e classe, est nommé adjoint au chef de la 1^{re} circonscription agricole et conserve son affectation à Anécho.

M. ROBIN Elie, ingénieur-adjoint de 2^e classe, est nommé chef de 2^e circonscription agricole avec résidence à Atakpamé.

M. GAILLAGUET Louis, conducteur principal de 2^e classe, est nommé adjoint au chef de la 2^e circonscription agricole et conserve son affectation à la station de Tové.

M. KNILL Marcel, conducteur de 1^{re} classe, est nommé chef p. i. de la 3^e circonscription agricole avec résidence à Sokodé.

M. DAGRON Marcel, chef des travaux pratiques de 3^e classe, contractuel est nommé chef de la circonscription du coton avec résidence à Nuatja.

26 octobre 1935. — Les fonctionnaires attendus à Lomé le 30 octobre 1935 sur le paquebot *Asie* reçoivent les affectations suivantes :

M. ESTASSY, ingénieur de 4^e classe du cadre général des travaux publics des colonies, retour de congé, est nommé adjoint au chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf du Togo pour assurer le fonctionnement du service du chemin de fer et du wharf, en remplacement de M. VEUILLLET inspecteur de 1^{re} classe des voies et bâtiments.

M. CAPELIER, instituteur de 6^e classe du cadre métropolitain récemment détaché pour servir au Togo, est affecté aux bureaux du service de l'enseignement du Togo, à Porto-Novo.

5 novembre 1935. — M. BARBERO, élève administrateur en service au bureau des finances, est mis à la disposition du commandant du cercle du nord pour servir à la subdivision de Sansanné-Mango.

M. DARNOIS, adjoint des services civils, en service à Sansanné-Mango, est nommé agent spécial, comptable-matière et surveillant chef de la prison de Sansanné-Mango, en remplacement de M. MONNIER, adjoint principal des services civils appelé à d'autres fonctions.

M. MONNIER, adjoint principal des services civils, est affecté à la (section des A. P. E. A.) à Porto-Novo, en remplacement de M. BARMA, adjoint des services civils, appelé à d'autres fonctions.

M. BARMA, adjoint des services civils, est affecté au cabinet du Commissaire de la République en remplacement de M. CONSO, adjoint des services civils, en instance de départ en congé administratif.

PERSONNEL INDIGÈNE**Nomination**

Par arrêté du :

23 octobre 1935. — Le garde frontière LAURENZO Faustin, titulaire du certificat de fin d'études complémentaires, est nommé préposé de 8^e classe des douanes à compter du 1^{er} novembre 1935.

Engagement

Par décision du :

28 octobre 1935. — Est engagé en qualité de moniteur auxiliaire pour servir dans l'enseignement privé (Mission protestante évangélique), le nommé ZIGAN Alexandre, titulaire du certificat d'études primaires.

Il sera alloué à l'intéressé un salaire de 6 frs.66 par journée de classe et de 3 frs.33 pour les jeudis, dimanche et vacances scolaires.

La présente décision aura son effet à compter du 1^{er} novembre 1935.

Démission

Par arrêté du :

24 octobre 1935. — Est acceptée la démission de son emploi offerte par lettre du 2 septembre 1935 par le moniteur de 5^e classe de l'enseignement privé (Mission protestante) AGUDETSE Henri.

Affectations

Par décisions des :

26 octobre 1935. — Le commis d'administration de 4^e classe PARAISO Basile, en service à la subdivision de Sokodé, est affecté à la subdivision de Mango, en remplacement du commis d'administration de 4^e classe PEREIRA DA SILVA.

Le commis d'administration de 4^e classe PEREIRA DA SILVA, en service à la subdivision de Mango, est affecté à Sokodé (cercle du nord), en remplacement du commis d'administration de 4^e classe PARAISO Basile.

Le garde-frontière de 2^e classe TOYE Sessou, en service à la brigade de Lomé, est affecté au poste des douanes de Segbé en remplacement du garde-frontière de 1^{re} classe ABIGBAÏ GLÉLÉ, affecté à la brigade de Lomé.

Les frais de transport résultant de ces mutations seront supportés par le garde-frontière TOYE Sessou.

29 octobre 1935. — M. D'ALMEIDA Alexandre, instituteur-adjoint du cadre secondaire de l'A. O. F., en service au cours complémentaire, est affecté à l'école régionale de Lomé.

M. ANKRAH David, instituteur auxiliaire, en service au cours complémentaire de Lomé, est affecté à l'école de village de Basilo (subdivision de Sokodé).

M. ANKRAH David aura droit aux frais de déplacement et de transport.

Congés

Par décisions des :

23 octobre 1935. — Le congé de 30 jours, accordé au commis d'administration de 6^e classe SANYEE Emmanuel, par décision du 8 octobre 1935, est porté à 60 jours, valable du 4 novembre 1935 au 2 janvier 1936 inclus, pour en jouir au Territoire.

Sont accordés, avec traitement, des congés de :

60 jours, valable du 4 novembre 1935 au 2 janvier 1936 inclus, au maître-ouvrier de 3^e classe Michel ADEKAMBI, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

30 jours, valable du 2 novembre au 1^{er} décembre 1935 inclus, à l'ouvrier de 7^e classe MENSAH François, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

30 jours, valable du 15 novembre au 14 décembre 1935 inclus, à l'ouvrier de 6^e classe KUËGUÉ AMOUZOU, en service au garage central, pour en jouir au Territoire.

26 octobre 1935. — Un congé de maternité de 45 jours, avec traitement, du 21 octobre au 4 décembre 1935, est accordé à l'infirmière auxiliaire Martine BLANCK, en service à l'hôpital de Lomé, pour en jouir au Togo.

Une permission de 14 jours, sans solde du 18 octobre au 31 octobre 1935 inclus, est accordée à l'apprenti-mécanicien ALI GÉGBASSI, en service au garage central, pour en jouir à Lomé.

31 octobre 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés et permission de :

30 jours, du 7 novembre au 6 décembre 1935 inclus, à l'ouvrier de 8^e classé, Paulin SONJI, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 15 novembre au 14 décembre 1935 inclus, à l'aide-médecin de 6^e classe DOB Robert, en service à la pharmacie de Lomé, pour en jouir au Territoire;

15 jours, du 15 au 30 novembre 1935 inclus, à l'infirmier de 3^e classe, AKPAH Félix, en service à l'hôpital de Palimé, pour en jouir au Territoire.

5 novembre 1935. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 15 novembre au 14 décembre 1935 inclus, est accordé au commis principal d'administration de 5^e classe, D'ALMEIDA Charles, en service à la subdivision de Lomé (cercle du sud), pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 20 novembre au 19 décembre 1935 inclus, est accordé au commis d'administration de 1^{re} classe FOLLY Michel, en service aux travaux publics, pour en jouir au Territoire.

Sanctions

Par décision du :

27 octobre 1935. — Une punition de 10 jours de suspension de solde, est infligée au commis radiotélégraphiste principal de 5^e classe du Togo, EBANDA Ernest, en service à la station de T. S. F., pour le motif suivant :

« Attitude incorrecte vis à vis d'un fonctionnaire européen ».

FORCES DE POLICE

1^{re} — Compagnie de milice :

Engagement

Par arrêté du :

4 novembre 1935. — Est engagé pour 2 ans, à compter du 1^{er} novembre 1935, comme milicien de 2^e classe, après stage d'un an accompli (catégorie A.), DJEHOMETO, milicien de 2^e classe stagiaire, catégorie A., N^o Mle M/402/A. D., de la P. C. Lomé.

Licenciement

Est licencié pour inaptitude physique, à compter du 1^{er} décembre 1935, le stagiaire de catégorie B. Michel K. LAMPOH, N° Mle M/406/B. G., de la P. C. Lomé.

2° — Garde indigène :**Révocation.**

Est révoqué, à compter du 1^{er} novembre 1935, le garde de 2^e classe VIÏDJIANI, N° Mle 1029, du peloton de Klouto, condamné à 2 ans de prison par arrêt du tribunal colonial d'appel, pour vol de poudre.

Licenciement

Est licencié pour fin de contrat, à compter du 10 décembre 1935, le garde de 2^e classe AKONASSO, N° Mle 659, du peloton d'Anécho.

1° — Compagnie de milice :**Permission**

Par décision du :

1^{er} novembre 1935. — Une permission de 30 jours, à compter du 1^{er} décembre 1935, avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, est accordée au milicien de 1^{re} classe DJOMA, N° Mle M/74/B. T., de la P. C. Lomé, pour en jouir à Niamtougou, subdivision de Lama-Kara (cercle du nord).

Mutation

Est admis à passer dans la garde indigène et rayé des contrôles de la compagnie de milice, à compter du 1^{er} novembre 1935, le milicien de 2^e classe BAKOU, N° Mle M/310/A. D., de la P. C. Lomé.

2° — Garde indigène :**Mutations**

a) — Est admis dans la garde indigène, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 467 du 15 août 1933, comme garde de 2^e classe, N° Mle 1052; à compter du 1^{er} novembre 1935, l'ex-milicien de 2^e classe BAKOU, N° Mle M/310/A. D., de la P. C. Lomé.

b) — Sont affectés, à compter du 1^{er} novembre 1935 :

au peloton d'Anécho :

GNASSOUNOU, garde de 2^e classe, N° Mle 1046, du peloton de dépôt.

au peloton de Klouto :

BAKOU, garde de 2^e classe, N° Mle 1052, ex-milicien de 2^e classe, de la P. C. Lomé.

au peloton de dépôt :

KOUTCHE, garde de 2^e classe, N° Mle 1007, du peloton de Klouto.

ARACHIDES**(vente des)**

Par décision du :

16 octobre 1935. — Dans le cercle du nord, la vente des arachides est interdite jusqu'au 14 novembre 1935 inclus. Toutefois, dans la subdivision de Mango, exception faite des cantons Lambas et Tamberinas, cette interdiction est promulguée jusqu'au 14 décembre 1935 inclus.

COMMISSIONS

Par décision du :

24 octobre 1935. — La commission prévue à l'article 8 de l'arrêté du 15 mars 1934, chargée de la correction des épreuves de l'examen de sortie de l'école professionnelle de Sokodé (session 1935), est ainsi composée :

M. M. LESCANNE, ingénieur principal des travaux publics, chef du service des T. P.	<i>Président</i>
THOMAS, directeur du centre scolaire d'Atakpamé,	
Délégué du chef du service de l'enseignement,	
AQUÉRÉBURU, directeur du centre scolaire de Sokodé,	<i>Membres</i>
HORARD, directeur de l'école professionnelle de Sokodé,	
FALSCHAU, chef d'atelier de forges,	

Cette commission se réunira à Sokodé les 8 et 9 novembre 1935.

Une commission composée :

M. M. REMY, administrateur des colonies commandant le cercle du nord.	<i>Président</i>
HORARD, directeur de l'école professionnelle de Sokodé,	
AQUÉRÉBURU, directeur du centre scolaire de Sokodé,	
VIANOU, instituteur à l'école professionnelle,	<i>Membres</i>
FALSCHAU, moniteur à l'école professionnelle	
ASSOGBA, moniteur à l'école professionnelle,	

est chargée de faire subir les épreuves des examens de passage et de sortie de l'école professionnelle de Sokodé qui auront lieu à Sokodé les 5, 6 et 7 novembre 1935 à 7 heures.

La commission procèdera à la correction des épreuves à l'exception de celles de l'examen de sortie qui seront effectuées par la commission prévue à l'article 8 de l'arrêté du mars 1934.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

(secrétaire archiviste « ad hoc »)

Par décision du :

5 novembre 1935. — M. BARMA, adjoint des services civils du Togo, est désigné en qualité de secrétaire archiviste « ad hoc » du conseil d'administration du Togo, pour la séance du 9 novembre 1935.

**CONSEIL CONSULTATIF
DU CHEMIN DE FER ET DU WHARF**

Par arrêté du :

31 octobre 1935. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 234 du 24 mai 1935 nommant M. Félix, agent de la compagnie des Chargeurs Réunis, membre suppléant du conseil consultatif du chemin de fer et du wharf.

DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Par arrêté du :

24 octobre 1935. — Pendant la durée de l'absence de l'administrateur supérieur, ordonnateur-délégué

des budgets local, annexe du chemin de fer et annexe sur fonds d'emprunt du territoire du Togo, des 29, 30 et 31 octobre 1935, M. SANSON Pierre, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances et du matériel signera par délégation les pièces de recettes et de dépenses et toutes pièces comptables afférentes auxdits budgets.

Pendant la durée de l'absence de l'administrateur supérieur, ordonnateur-délégué des budgets local, annexe du chemin de fer et annexe sur fonds d'emprunt du territoire du Togo, du 3 au 7 novembre 1935, M. SANSON Pierre, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances et du matériel signera par délégation les pièces de recettes et de dépenses et toutes pièces comptables afférentes auxdits budgets.

ENSEIGNEMENT (causeries)

Par décisions des :

30 octobre 1935. — Sous la direction des services de l'enseignement, de la santé, de l'agriculture et du service vétérinaire, des causeries d'instruction générale auront lieu à Lomé, du 9 décembre 1935 au 9 janvier 1936, pour les instituteurs, moniteurs et monitrices de l'enseignement officiel et privé.

Le programme en sera établi de concert par les chefs de service intéressés.

La fréquentation de ces cours est obligatoire. Les instituteurs, moniteurs et monitrices se présenteront aux bureaux du service de l'enseignement à Lomé le 9 décembre 1935 à 7 heures 30.

(examens)

31 octobre 1935. — L'article 2 de la décision 174 du 25 mars 1935, est modifié comme suit :

L'examen du certificat d'études complémentaires prévu par décision n° 174 du 25 mars 1935 qui devrait avoir lieu les 22 et 23 novembre 1935 est supprimé.

Les candidats seront admis à se présenter à la prochaine session au diplôme de sortie de l'école primaire supérieure Victor BALLOT (section Togo).

JUSTICE (Tribunal criminel)

Par décisions des :

22 octobre 1935. — M. ROUSSEL, administrateur des colonies, est désigné, à titre exceptionnel, en qualité d'adjoint au commandant du cercle de Lomé, pour présider le tribunal criminel du cercle de Lomé dans les affaires suivantes :

Affaire AYITÉ GABA et consorts,

Affaire ALABÉ DOKPO, MANKOU AHOUNGNON et MIHESSE KOU DANOU.

25 octobre 1935. — Sont nommés assesseurs européens près le tribunal criminel de Lomé pour l'année 1935 :

M. M. DEBAX,

BERARD.

en remplacement de M. M. AUER et PRADIER qui ont quitté le Territoire.

(Tribunal du 1^{er} degré du cercle du centre)

28 octobre 1935. — M. LAUQUE, adjoint des services civils, est nommé président du tribunal du 1^{er} degré du cercle du centre (subdivision d'Atakpamé), en remplacement de M. VUILLET, administrateur-adjoint des colonies, empêché.

OBSERVATION SANITAIRE

Par arrêté du :

5 novembre 1935. — Aucun cas nouveau de fièvre jaune n'ayant été signalé en Gold-Coast depuis le 16 octobre 1935, l'arrêté n° 473 est abrogé à la date du 4 novembre 1935.

Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs commandant les cercles du sud, du centre et du nord, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Les voyageurs en provenance de la Côte d'Ivoire entrant au Togo, seront mis sous le régime de passeport sanitaire comportant les mesures sanitaires suivantes :

Pour les passagers européens et assimilés ainsi que pour les indigènes notables, visite sanitaire quotidienne pendant six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire, soit dans une formation sanitaire soit à domicile.

Les passagers indigènes autres que ceux cités ci-dessus subiront, avant de poursuivre leur voyage dans le Territoire, une mise en observation sanitaire de six jours, par les soins du médecin de la circonscription sanitaire d'accès maritime ou terrestre.

La désinsectisation des marchandises ou des bagages de tous voyageurs pourra être, au besoin, prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs commandant les cercles, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

DOMAINES

Par décisions des :

2 novembre 1935. — Une commission composée de :
M. M. le commandant du cercle de Lomé, ou de son délégué *Président*
Un agent des travaux publics, représentant de l'administration,
Crescencio AGUIAR, demeurant à Lomé, *Membres*
Francis Ocloo, tailleur à Lomé, représentant le concessionnaire.

se réunira à Lomé sur la convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par la dame Bella OLYMPIO.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné à la concessionnaire.

Une commission composée de :

M. M. le commandant du cercle du sud à Lomé, ou son délégué *Président*

Un agent des travaux publics, représentant de l'administration,
John AMATÉ ATAYI, demeurant à Lomé, } *Membres*
Félicio DE SOUZA, demeurant à Lomé, }
représentant le concessionnaire,

se réunira à Lomé sur la convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par le sieur Félicio DE SOUZA.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné au concessionnaire.

Avis de demande d'immatriculation

au livre foncier du territoire du Togo

Suivant réquisition, n° 984, déposée le 12 novembre 1935, le sieur Emmanuel Komla Louis Dos Reis, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte

personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel ne se trouvent que des constructions légères en planches d'une contenance totale de 3 ares 27 centiares situé à Lomé quartier n° 6, cercle du sud, (commune-mixte de Lomé), et borné au nord par terrain à Akakpo Mensah, à l'est par terrain à Ludwig Occansey, au sud par la rue d'Anécho, à l'ouest par terrains à Jacintho Aguiar et Rodney.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEYROTTE.

A V I S

de vente des objets abandonnés

Il sera procédé le samedi 23 novembre 1935 à 17 heures dans la cour du magasin de la petite vitesse du chemin de fer du Togo à Lomé, à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur des objets ci-après désignés abandonnés depuis plus de six mois :

	DATES de L'EXPÉDITION	GARE EXPÉDITRICE	GARE DESTINATRICE	NATURE DE LA MARCHANDISE	EXPÉDITEUR	DESTINATAIRE
1	19-1-35	Agbeluvhoé	Lomé	22 pièces bois équarris du pays 669 kilogrammes.	Senagbé	lui-même
2	20-5-35	Palimé	Lomé	2 pots non emballés 10 kilogrammes.	Cécilia	elle-même
3	22-3-35	Akaba	Atakpamé	1 estagnon savon indigène 6 kilogrammes.	Antoine	lui-même
4	1-12-34	Pagala	Lomé	1 panier savon indigène 19 kilogrammes.	Zoha	elle-même
5	10-2-34	Lomé	Anécho	4 colis drums lamés 333 kilogrammes.	Sanata	elle-même
6	19-1-35	Agbonou	Lomé	9 drums vides 95 kilogrammes.	Jean	lui-même
				1 planche rocco 21 kilogrammes.	Lawson	Observations : « épave »

Lomé, le 7 novembre 1935

Le receveur des domaines,
PEYROTTE.

SERVICE DE LA CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

Arrondissement judiciaire de Lomé

N° 32 DU SOMMIER DE CONSISTANCE

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 27 janvier 1855, concernant l'administration des successions et biens vacants.

Il est donné avis aux personnes intéressées de l'ouverture de la succession présumée vacante de M. CHIONIS

Georges en son vivant acheteur de produits demeurant à Kpedze décédé à Palimé le 8 novembre 1935.

Les personnes qui auraient des droits à la succession sont invitées à les faire connaître et à en justifier au curateur de l'arrondissement judiciaire de Lomé soussigné.

Les créanciers de la succession sont également invités à produire leurs titres au curateur.

Lomé, le 15 novembre 1935

Le curateur,
PEYROTTE.

AVIS

Concernant le décret du 28 octobre 1935 interdisant au profit du gouvernement italien et des collectivités publiques italiennes certaines opérations de crédit.

Un décret du 28 octobre interdit au profit du gouvernement italien, des collectivités publiques italiennes, des personnes morales ou physiques établies en Italie :

Primo : Tous prêts directs ou indirects;

Secundo : Les souscriptions aux émissions d'obligations d'actions ou de tous autres titres en Italie ou dans d'autres pays étrangers directement ou indirectement;

Tertio : L'ouverture de tout crédit bancaire, commercial ou autre consenti directement ou indirectement.

Ce décret a été rendu applicable dans le territoire du Togo à compter du 7 novembre 1935, date de la publication hâtée faite conformément aux prescriptions du décret du 16 avril 1924 et à celles des télégrammes n°s 124 et 124 bis des 2 et 4 novembre 1935 du ministre des colonies.

Admission des élèves du cours complémentaire de Lomé à l'école Victor-Ballot

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR DU DAHOMEY,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR;

Vu l'ordonnance du 7 septembre 1840, rendue applicable à la colonie par décret du 10 mars 1893; ensemble le décret organique du 18 octobre 1904;

Vu l'arrêté général du 1^{er} mai 1934 fixant l'organisation générale de l'enseignement en Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté local n° 500 E du 12 avril 1935 portant réorganisation de l'école primaire supérieure Victor-Ballot;

Vu le télégramme du 16 octobre 1935 du gouverneur général;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement primaire;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont admis en 3^e année de l'école primaire supérieure Victor-Ballot les élèves de la

2^e année du cours complémentaire de Lomé dont les noms suivent :

ANANOU David	AHODIKPE Salomon
FIADJO Robert	ATAKPAMEY Victor
KOUDE KODJOVI	ADANLÉTÉ Michel.

ART. 2. — Sont admis en 2^e année de l'école primaire supérieure Victor-Ballot les élèves de la 1^{re} année du cours complémentaire de Lomé dont les noms suivent :

SANVEE David	SITTI Jérémie
Michel André	MIKIN Michel NICOUÉ
AUBENAS François	COMLAN Alex
LAWSON Sophie	KOUEGAN Ambroise.

ART. 3. — Sont admis en 1^{re} année de l'école primaire supérieure Victor-Ballot les élèves du cours supérieure de Lomé dont les noms suivent :

AYI SASSOUVI	MIKEN Pierre
Nicolas Félix	KPOTSREA Gerson.
AZIBLE Andréas	MENSAH Emmanuel
LAWSON Frida	JIMINIGA MANASSÉ
DOMINGO Félix	KPADENOU Gabriel.
Achilles Alexandre	

ART. 4. — Les conditions d'admission de ces élèves à l'école Victor-Ballot sont fixées ainsi qu'il suit :

1^o — Entretien complet des élèves à la charge du territoire du Togo, suivant les tarifs fixés par l'administration locale du Dahomey;

2^o — Quote-part de 75 francs par an et par élève pour participation aux frais généraux de l'établissement.

ART. 5. — Les élèves du Togo sont soumis, en ce qui concerne le recrutement, le régime des études, la discipline, l'entretien, aux dispositions prévues à l'arrêté local n° 500 E du 12 avril 1935 portant réorganisation de l'école primaire supérieure Victor-Ballot.

ART. 6. — La présente décision qui aura effet pour compter du 1^{er} novembre 1935 sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 26 octobre 1935.

DESANTI.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

SEPTEMBRE 1935

Climatologie ⁽¹⁾

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOE			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDÀ			MANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr.	(5) Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.
1	13,0	24,2	85	00,0	26,3	93	74,7	24,1			24,7	86	66,9	23,2	88	66,1	21,7	85	26,4	21,1	92	65,6	23,3	89	99,7	22,0	95
2	14,0	23,6	95	00,5	26,6	89	73,8	24,7	82		24,8	87	67,4	23,6	87	65,7	23,1	77	26,4	20,4	91	65,5	24,0	77	98,4		85
3	14,4	23,9	90	01,2	24,8	90	72,4	23,8	81	88,4	24,3	93	66,7	20,5	91	66,9	23,2	92	27,5	21,6	92	66,0	26,2	87	98,8	26,6	80
4	14,7	23,5	89	01,1	25,3	81	73,4	23,9	80	88,9	24,3	87	67,1	23,8	86	67,1	31,0		27,3	20,0	100	66,1	24,7	89	98,8	25,0	88
5	14,0	23,8	88	01,2	23,7	93	73,6	21,7		88,3	23,0	93	66,9	21,8	83	67,1	22,6		27,3	21,4	95	66,3	26,1	86	99,4	26,0	76
6	14,0	23,9	88	00,9	24,8	88	73,3	23,1	93	88,0	22,5	96	66,9	22,6	91	66,6	23,3	81	26,5	22,3	91	65,7	26,1	77	98,9	26,6	79
7	13,8	24,2	87	00,1	26,1	81	72,9	23,9	86	87,3	25,8	81	67,9	23,3	86	65,5	22,9	91	26,0	21,7	80	63,2	26,0	79	99,1	27,0	73
8	13,9	23,2	82	00,2	26,2	87	73,3	23,9	80	88,3	25,5	81	68,1	23,8	84	66,2	23,2	89	26,5	21,7	92	66,0	25,3	83	98,6	27,1	71
9	13,9	24,7	85	00,3	27,2	82	74,3	24,5	80		25,6	83	67,5	24,3	85	66,9	23,9	94		22,0	88	66,0	24,9	82	98,6	25,2	78
10	13,8	25,1	89	00,3	29,1	92	73,7	22,5	90	87,6	24,8	88	67,6	20,9	85	66,6	21,1	81		20,8	93	66,2	24,3	87	91,1	26,1	77
11	14,3	24,6	84	00,5	26,1	80	72,0	24,2	74	88,0	25,7	81	67,5	23,9	86	66,8	22,7	88	26,5	22,0	88	65,9	21,7	73	98,9	26,0	81
12	13,9	25,4	87	00,8	27,0	83	73,4	24,7	75	87,7	26,2	85	68,0		93	67,4	24,2	82	26,9	22,5	90	66,6	23,1	78	99,1	26,6	80
13	14,0	23,6	86	01,0	27,0	84	74,6	24,2	87	87,7	26,0	89	67,5	21,1	95	66,7	24,6			23,1	82	66,3	26,1	78	99,8	26,9	80
14	14,6	25,9	80	00,2	26,5	80	73,8	24,2	82	88,6	25,9	80	67,0	24,0	87	67,4	23,8	80	26,9	22,5	86	66,6	25,1	74	98,7	27,1	78
15	14,4	25,3	84	00,4	26,5	73	76,2	23,2	91	88,3	25,1	79	67,7	24,2	88	65,9	21,8	95		21,3	93	67,3	24,5	75	99,3	25,9	86
16	13,9	25,1	85	98,3	25,6	91	74,7	24,8	86	87,9	24,6	89	67,6	23,0	92	66,6	22,8	79		22,2	77	66,5	25,6	74	99,4	27,0	79
17	13,7	25,6	81	97,5	26,2	86	73,7	25,2	82	87,7	26,0	81	67,1	24,3	87	66,3	23,9	80	27,3	23,8	83	66,7	26,6	73	98,2	28,8	78
18	13,1	25,3	86	96,3	26,0	83	73,3	26,0	77	87,1	26,0	78	66,4		79	65,9	23,4	88	26,5	23,5	89	65,3	26,2	72		28,0	72
19	11,7	25,1	85	95,4	26,7	83	72,6	26,6	83	88,8	26,2	74	64,9	25,5	73	63,1	24,8	82	26,5	24,3	79	64,3	27,5	74		29,0	70
20	11,9	25,9	86	96,6	27,4	77	72,1	28,7	86	88,9	27,1	78	65,2	26,8	77	64,5	22,4	84	25,6	23,2	89	64,3	26,1	74	97,0	26,7	71
21	11,7	25,7	89	96,6	25,8	83	71,3	26,5	87		26,7	87	63,1	24,0	89	64,6	23,2	93	28,7	22,4	89	63,8	25,7	86	96,6	25,0	86
22	11,9	26,2	83	95,7	26,8	93	72,3	26,6	77		26,9	82	65,4	23,6	87	64,8	24,4	86	26,1	23,2	87	64,1	26,5	84	97,2	27,5	97
23	11,8	23,6	84	95,1	26,4	90	71,7	25,9	83	88,7	25,9	87	65,3	24,5	89	64,9	23,9	80	25,6	22,2	84	64,3	23,1	76		27,0	81
24	13,3	25,3	86	95,9	26,2	93	73,2	24,2	87	86,3	24,5	95	65,6	23,1	93	65,7	23,1	92	25,6	22,2	90	65,4	24,1	85		24,7	76
25	13,0	25,7	86	96,2	26,2	90	73,3	24,8	83		26,6	84	66,1	25,2	86	66,1	24,2	81	26,7	22,4	84	65,7	25,6	75		26,6	75
26	12,7	25,6	84	96,1	26,7		72,7	26,9	81	86,6	27,0	73	65,6	24,7	89	65,9	23,0	84	25,6	22,0	90	65,2	26,1	79	97,0	26,9	83
27	11,7	24,9	83	96,0	26,3		72,1	25,3	82	89,9	26,8	74	64,8	24,7	76	64,2	24,5	91	25,6	23,7	86	64,9	26,3	75	97,4	28,0	79
28	11,6	25,0	89	96,1	25,7		72,3	25,0	87	88,8	26,0	92	65,0	23,6	89	64,0	23,4	93	25,6	22,1	87	64,0	25,1	73	97,3	28,6	80
29	12,4	26,3	82	97,0	27,5	89	73,5	26,8	92	86,7	23,8	96	66,9	23,1	91	65,8	23,9	83	26,1	23,0	86	64,9	26,0	74	99,0	26,4	79
30	12,9	25,9	86	98,3	27,1	96	73,8	26,4	84	86,9	26,2	87	67,0		90	66,1	24,7	88	26,0	21,6	89	65,2	28,0	74		28,2	78
Moy.	13,3	25,1	86	98,5	26,1	86	73,0	24,9	84	87,3	25,4	85	66,6	23,9	86	66,0	23,3	86	26,3	22,3	89	65,5	25,6	79	98,7	26,0	78

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1,000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %

16 novembre 1935

JOURNAL OFFICIEL DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

Pluviométrie (6)

DATES	LOMÉ	TSÉVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOÉ	NUATJA	ATAKPANÉ	KLABÉ	YÉGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	ALEDJO	PAGOUDA	MANGO	DAPANGO
1			G	7,0		1,5	2,0		17,5		4,0	6,3		26,6	23,5
2	2,4	14,6	5,8	16,0	2,0	2,5						G		10,0	G
3	0,5	1,0		2,0						20,0	5,2	G		6,8	G /
4	G								3,7	25,0	6,7	25,2	25,6	12,3	10,2
5	G				20,0	2,0	15,0	3,0	3,5	9,5		3,4			22,5
6	G			7,0				2,5	17,0		9,0	1,1			
7			1,1		17,5			9,8	3,3			0,7			
8									11,1			0,4			
9			1,0	5,0				4,0		38,8	13,6	5,6	66,3	10,2	10,9
10	1,0	4,2		4,5	5,0	2,0	10,0	9,5	8,5		6,4	21,5	10,0	26,3	3,3
11	G				7,0				5,2		31,2	2,3	7,5		0,4
12	G		G	4,0	2,0						G	14,4			
13		0,5		31,0		34,0	25,0	10,0	5,3		13,0	3,6	8,2	2,2	2,1
14					27,0			3,0							20,2
15							4,3	5,4	11,5	17,5	8,6	12,6		13,5	
16	G			17,5		4,0		30,5			4,0				0,4
17		1,3													
18															
19							6,2		5,0	65,0	7,0		5,7	4,1	
20	11,3	22,7		7,0		3,0	17,8			8,7	9,0	44,5	19,5	2,3	7,6
21				5,0	52,0	11,0	18,0		22,2		2,3	2,1	25,5		8,9
22		3,0		G	17,0		6,2	86,0	7,5	6,3		0,6	17,5		G
23		8,3		17,5	12,6			3,4			7,0	11,3	28,7	13,1	2,8
24	G			14,0	51,0	27,0	28,2	31,0	13,2	10,0	25,0	29,1	30,0	9,0	6,8
25					2,0					6,3		8,7		25,2	
26					2,0						13,5	3,4	11,3	1,5	
27				3,0				7,8							
28	2,9	27,7	6,0	19,0		29,0	4,3	52,4		5,0	22,0	4,1		12,3	72,9
29			5,0	22,0	30,0	5,0		30,5	7,8				2,5	15,7	3,7
30	G	11,1		6,0	35,0	1,0	7,4	9,0			29,5	G			4,2
TOTAL	18,1	94,4	18,9	187,5	282,1	122,0	144,4	297,8	142,3	212,1	217,0	200,9	258,3	191,1	199,6

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G : Gouttes.

**ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho
pendant le mois d'Octobre 1935**

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
239-John Holt Liverpool-Warri	Anglais	1. 10. 35	1. 10. 35	1.794	39	88.415	—
240-Maaskerk Douala-Hambourg	Hollandais	2. 10. 35	2. 10. 35	2.447	66	0.024	40.518
241-Foucauld Bordeaux-Pte. Noire	Français	2. 10. 35	2. 10. 35	6.599	151	4.174	1.358
242-Tagliamento Triest-Durban	Italien	5. 10. 35	5. 10. 35	3.368	42	212.986	—
243-Brazza Pte. Noire-Bordeaux	Français	6. 10. 35	6. 10. 35	6.086	134	—	84.277
244-Chelma Libreville-Marseille	—do—	7. 10. 35	7. 10. 35	3.105	42	—	477.911
245-Earlspark Kobé-Burutu	Anglais	8. 10. 35	8. 10. 35	3.307	34	115.734	—
246-Eastlea Opobo-Havre	—do—	10. 10. 35	10. 10. 35	2.582	34	0.007	63.868
247-New-Texas New-York-Opobo	—do—	—do—	—do—	4.044	48	180.499	—
248-Ft. de Vaux Havre-Douala	Français	—do—	—do—	3.151	38	38.397	—
249-Banfora Marseille-Douala	—do—	11. 10. 35	11. 10. 35	5.577	142	34.571	—
250-Egba Rangoon-Kribi	Anglais	—do—	—do—	3.024	45	64.141	—
251-Turul Cotonou-Marseille	Hongrois	15. 10. 35	16. 10. 35	1.509	28	—	207.576
252-Foucauld Pte. Noire-Bordeaux	Français	—do—	15. 10. 35	6.599	151	—	26.542
253-Amérique Bordeaux-Pte. Noire	—do—	16. 10. 35	16. 10. 35	4.867	142	2.937	1.087
254-Lafian Liverpool-Opobo	Anglais	18. 10. 35	18. 10. 35	2.270	36	125.041	—
255-St. Michel Anvers-Douala	Français	19. 10. 35	19. 10. 35	3.277	37	6.336	—
256-Banfora Douala-Marseille	—do—	21. 10. 35	21. 10. 35	5.577	142	2.679	570.712
257-Amstelkerk Hambourg-Douala	Hollandais	24. 10. 35	24. 10. 35	2.453	67	87.844	1.550
258-Hoggar Marseille-Douala	Français	25. 10. 35	25. 10. 35	3.109	73	40.718	—
259-Mary Kingsley Liverpool-Kribi	Anglais	—do—	—do—	2.175	40	56.518	—
260-Ft. de Vaux Douala-Hambourg	Français	27. 10. 35	27. 10. 35	3.151	38	—	361.077
261-Muirton Marseille-Pte. Noire	—do—	28. 10. 35	28. 10. 35	3.112	44	42.523	—
262-Godfrey Holt Douala-Liverpool	Anglais	—do—	—do—	2.180	40	—	345.632
263-Robert Holt Liverpool-Warri	—do—	—do—	—do—	1.798	39	109.574	—
264-Nestlea Londres-Douala	—do—	29. 10. 35	29. 10. 35	27.474	32	324.908	0.241

NOM, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
265-Asie Bordeaux-Pte. Noire	Français	30. 10. 35	30. 10. 35	4.214	133	0.863	1.635
266-Amérique Pte. Noire-Bordeaux	— do —	— do —	— do —	4.867	142	—	—

PORT D'ANÉCHO

11-Chelma Libreville-Marseille	Français	6. 10. 35	6. 10. 35	3.105	42	—	46.246
12-Turul Takoradi-Marseille	Hongrois	14. 10. 35	15. 10. 35	1.309	28	—	234.116

Lomé, le 31 Octobre 1935.

Le Chef du Bureau Principal des Douanes de Lomé,
DRONIOU

AVIS AUX NAVIGATEURS

Balisage de l'estuaire du Cameroun

Les navigateurs fréquentant les ports du Cameroun, sont informés que, dans la dernière dizaine du mois d'octobre, la bouée A, indiquant l'entrée de l'estuaire, sera remplacée par une bouée rouge à sifflet portant un voyant conique et la lettre A. Cette bouée sera lumineuse et son feu aura les mêmes caractéristiques que celui de la bouée actuelle.

Cette bouée sera mouillée par des fonds de 12 mètres à 11 milles et à 207 degrés du cap Cameroun.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

AVIS DE PERTE DE TITRE FONCIER

Premier avis

Conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906 sur le régime de la propriété foncière, il est donné avis de la perte de la copie du titre foncier numéro cinq cent quatre vingt (580) du cercle de Lomé, appartenant au sieur Urbain AMEGNIGAN, aide-médecin à Bassari, actuellement à Lomé.

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

"A la Tour Eiffel"

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

ENTREPRISES

E. BOUQUEREAU & C^{ie}

Boîte Postale 106.



DAKAR